

Unité Interdépartementale 25/70/90
Courriel : 70.ud25-70-90.dreal-bourgogne-franche-comte@developpement-durable.gouv.fr
N/réf.:UID257090/SPR/BB/LL 2025 - 1126A

Vesoul, le 21 octobre 2025

OBJET :	Société FUJI SEAL. Mise à jour de certaines prescriptions, dans le cadre du réexamen au titre de la directive IED, au regard des meilleures techniques disponibles pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques
PJ :	Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'exploitant a remis en date du 13 janvier 2022 le rapport de base et en date du 7 février 2022 un dossier de réexamen suite à la publication (le 9 décembre 2020) des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques.

Ces MTD ont été retraduites dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3670 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent rapport a pour objet de statuer sur le positionnement de l'installation vis-à-vis de ces meilleures techniques, au regard du rapport de réexamen fourni.

1 Activités et situation administrative de l'établissement :

La société FUJI SEAL exploite sur la commune de Fougerolles-Saint-Valbert une installation d'impression de films plastiques pour des produits destinés à la grande distribution (produits alimentaires, d'hygiène et d'entretien). Cet établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral DRIRE/I/2005 n°2996 du 16 novembre 2005 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire DREAL/I/2018 n°70-2018-03-08-003 du 8 mars 2018.

Compte tenu de l'évolution de la nomenclature des ICPE et des évolutions du site, les installations classées relèvent des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Désignation de l'activité	Rubrique ICPE actuelle	Régime actuel (*)	OBSERVATIONS
Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 200 tonnes par an	3670.2	A	Rubrique (IED) Impression par héliogravure Consommation estimée à 350 t /an
Imprimeries ou ateliers de reproduction graphique sur tout support tel que métal, papier, carton, matières plastiques, textiles, etc. utilisant une forme imprimante : A. Offset utilisant des rotatives à séchage thermique, héliogravure, flexographie et opérations connexes aux procédés d'impression quels qu'ils soient comme la fabrication de complexes par contrecollage ou le vernissage si la quantité totale de produits consommée pour revêtir le support est : a) supérieure à 200 kg/j	2450.A.a	A	2 lignes d'impression par héliogravure (même activité que la rubrique 3670) Consommation de 1 3600 kg/j
Stockage de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques). Le volume susceptible d'être stocké étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	2662.2	D	Stockage de 957 m ³ (matières premières, produits finis, déchets de plastiques)
Combustion A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la	2910.A.2	DC	Différentes chaudières Puissance totale de 4,25 MW

biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW			
Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles : 2. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluides présente dans l'installation (mesurée à 25 °C) est supérieure à 250 l	2915.2	D	Chaufferie utilisant 5 000 litres de fluide caloporteur pour le process
Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 3. Supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	4331.3	DC	Stockage de 97 t (encres et solvants)

A : autorisation ; E : enregistrement ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; D : déclaration ; NC : non classée

L'établissement est classé IED au titre de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles au titre de la rubrique suivante :

- 3670.2 : « Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage, de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation, avec une capacité de consommation de solvant organique supérieure à 200 tonnes par an ».

La rubrique 3670.2 est la rubrique principale de l'établissement.

Le périmètre IED de l'établissement, au sens de l'article R515-58 du code de l'environnement recouvre l'ensemble du périmètre du site. Il est constitué principalement des installations suivantes :

- Stockage des encres et solvants
- Préparation des encres
- Deux lignes d'impression par héliogravure

- Machines à laver de pièces des lignes d'impression
- Une unité de distillation de solvants

Les dispositions des articles R.515-58 et suivants du code de l'environnement, issus de la transposition de Directive n° 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite « Directive IED », sont applicables.

2 Cadre réglementaire du réexamen « IED » et de la révision des prescriptions applicables

2.1 Dossier de réexamen

En application de l'article R.515-71-I du code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale.

Au sens de l'article R. 515-61, la rubrique principale est la rubrique 3670.2 et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques.

Ces conclusions sur les MTD sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 9 décembre 2020.

Par conséquent un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 9 décembre 2021.

L'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier du 7 février 2022. Une demande de compléments a été transmise le 12 avril 2024. Les compléments ont été reçus le 5 juin 2024 et le 25 septembre 2024.

2.2 Révision des prescriptions et délais d'application

L'article R.515-70-I du code de l'environnement dispose quant à lui, que les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations classées sous une rubrique IED d'un établissement sont réexaminées au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) et respectées par l'exploitant, dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les nouvelles conclusions sur les MTD relatives à la rubrique principale de l'établissement.

S'agissant des installations classées concernées par la rubrique IED principale 3670.2, cette exigence s'applique donc pour le 9 décembre 2024.

Concernant la révision des arrêtés d'autorisation déjà applicables, l'arrêté ministériel du 3 février 2022 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur du traitement de surface à l'aide de solvants organiques relevant du régime de l'autorisation au

titre des rubriques 3670 ou 3710 est venu fixer les prescriptions applicables au titre de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 susvisée aux installations classées soumises à autorisation pour au moins une des rubriques suivantes de la nomenclature susvisée :

- 3670,
- 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de la rubrique 3670)

Aussi, sauf demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ou demande d'application d'une meilleure technique alternative, il n'y a pas lieu de proposer à Monsieur le préfet un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires. En effet, l'arrêté ministériel susvisé est d'ores et déjà applicable à l'établissement et acte de l'application des MTD pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques.

Toutefois, il est possible de proposer un arrêté préfectoral complémentaire afin de mettre à jour la situation administrative du site et les prescriptions qui seraient contraires à l'arrêté ministériel pour une meilleure lisibilité des exigences à respecter (valeurs limites d'émissions applicables par exemple).

3 Instruction du dossier de réexamen :

3.1 Documents de référence sur les meilleures techniques disponibles applicables

Au vu des rubriques IED applicables à l'établissement, il est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivantes :

- Conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques, (UE) 2020/2009 de la commission du 22 juin 2020 (BREF STS).

Le dossier de l'exploitant comporte également un positionnement vis-à-vis des documents BREFs transverses suivants :

- ETS (émissions dues au stockage)
- ENE (efficacité énergétique)
- ICS (systèmes de refroidissement industriel)

Il est à noter que ces BREFs transversaux portent sur des sujets traités en tout ou partie par le BREF principal.

Du fait des activités de l'exploitant, les MTD à prendre en compte sont les MTD génériques concernant le traitement de surface au moyen de solvants organiques, et les MTD spécifiques pour « **la flexographie et l'impression en héliogravure non destinée à l'édition** ».

3.2 Comparaison du fonctionnement de l'installation par rapport aux meilleures techniques disponibles (MTD)

Le dossier de l'exploitant présente une comparaison du fonctionnement de son installation par rapport aux MTD décrites dans les conclusions sur les MTD pour le traitement de surface à l'aide de solvants organiques, y compris pour la préservation du bois et des produits dérivés du bois au moyen de produits chimiques.

Plus précisément, les MTD qui ont été prises en compte par l'exploitant sont :

- les MTD 1 à 23, dites « génériques », reprises dans le chapitre 1.1 des conclusions MTD, qui comprend notamment :
 - 1.1.1. Système de management environnemental
 - 1.1.2. Performance environnementale globale
 - 1.1.3. Choix des matières premières
 - 1.1.4. Stockage et manutention des matières premières
 - 1.1.5. Distribution des matières premières
 - 1.1.6. Application de revêtements
 - 1.1.7. Séchage/durcissement
 - 1.1.8. Nettoyage
 - 1.1.9. Surveillance
 - 1.1.10 Émissions lors d'OTNOC
 - 1.1.11. Émissions dans les gaz résiduels
 - 1.1.12. Efficacité énergétique
 - 1.1.13. Consommation d'eau et production d'eaux usées
 - 1.1.14. Rejets dans l'eau
 - 1.1.15. Gestion des déchets
 - 1.1.16. Odeurs
- les MTD spécifiques, relatives aux installations de flexographie et à l'impression en héliogravure non destinée à l'édition, définies dans la section 1.12 des conclusions MTD.

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R. 515-68 du Code de l'Environnement.

3.2.1 Examen des MTD applicables à l'exploitant :

MTD génériques

Les MTD génériques suivantes sont applicables à l'installation :

N° de la MTD	Objet de la MTD	Réf. AMPG	MTD applicables
--------------	-----------------	-----------	-----------------

1	Système de Management Environnemental	Annexe § 2.1	oui
2	Performance environnementale globale	Annexe § 2.2	oui
3	Choix des matières premières – Techniques pour éviter ou réduire l'incidence sur l'environnement de la consommation de matières premières	Annexe § 2.3	oui
4	Choix des matières premières – Techniques pour réduire la consommation de solvants, les émissions de COV et l'incidence globale sur l'environnement de la consommation de matières premières	Annexe § 2.3	oui
5	Stockage et manutention des matières premières – Techniques pour éviter ou réduire les émissions diffuses de COV lors du stockage et de la manipulation de matières contenant des solvants et/ou de matières dangereuses	Annexe § 2.4	oui
6	Distribution des matières premières – Techniques pour réduire la consommation de matières premières et les émissions de COV	Annexe § 2.5	oui
7	Application de revêtements – Techniques pour réduire la consommation de matières premières et l'incidence globale sur l'environnement des procédés d'application de revêtements	Annexe § 2.6	oui
8	Séchage/durcissement – Techniques pour réduire la consommation énergétique et l'incidence globale sur l'environnement des procédés de séchage/durcissement	Annexe § 2.7	oui
9	Nettoyage – Techniques pour réduire les émissions de COV résultant des procédés de nettoyage	Annexe § 2.8	oui
10	Surveillance – Bilan massique des solvants	Annexe § 2.9.1	oui
11	Surveillance – Émissions dans les gaz résiduaire	Annexe § 2.9.2	oui
12	Surveillance – Rejets dans l'eau	Annexe § 2.9.3	Non (pas de rejets aqueux industriels)
13	Émissions lors d'OTNOC – Techniques pour réduire la fréquence d'OTNOC et réduire les émissions lors d'OTNOC	Annexe § 2.9.4	oui
14	Émissions dans les gaz résiduaire de COV – Techniques pour réduire les émissions de COV dans les zones de production et de stockage	Annexe § 2.9.5.1.1	oui
15	Émissions dans les gaz résiduaire de COV – Techniques pour réduire les émissions de COV dans les gaz résiduaire et utiliser plus efficacement les ressources	Annexe § 2.9.5.1.2	oui

16	Émissions dans les gaz résiduels de COV – Techniques pour réduire la consommation énergétique du système de réduction des COV	Annexe § 2.9.5.1.3	oui
17	Émissions dans les gaz résiduels de Nox et de CO – Techniques pour réduire les émissions de NOx dans les gaz résiduels tout en limitant les émissions de CO dues au traitement thermique des solvants contenus dans les effluents gazeux NEA-MTD pour les émissions de NOx et Niveau d'émission indicatif pour le CO	/ Les NEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	oui
18	Émissions dans les gaz résiduels de poussières – Techniques pour réduire les émissions de poussières dans les gaz résiduels des procédés de préparation de la surface, de découpe, d'application de revêtement et de finition dans les secteurs et pour les procédés énumérés NEA-MTD pour les poussières	/ Les NEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	Non (activité non concernée par cette MTD)
19	Efficacité énergétique – Techniques pour utiliser efficacement l'énergie NPEA-MTD pour la consommation spécifique d'énergie	Annexe § 2.9.6 Les NPEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	oui
20	Consommation d'eau et production d'eaux usées – Techniques pour réduire la consommation d'eau et la production d'eaux usées par les procédés aqueux (par exemple, dégraissage, nettoyage, traitement de surface, épuration par voie humide) NPEA-MTD pour la consommation spécifique d'eau	Annexe § 2.9.7 Les NPEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	Non applicable (pas de rejets d'eaux industrielles ; les NPEA-MTD concernant la consommation d'eau ne sont pas applicables au secteur d'activité de l'exploitant)
21	Rejets dans l'eau – Techniques pour réduire les rejets dans l'eau et/ou de faciliter la réutilisation et le recyclage de l'eau résultant des procédés aqueux (dégraissage, nettoyage, traitement de surface, épuration par voie humide, etc.) NEA-MTD pour les rejets directs dans une masse d'eau réceptrice NEA-MTD pour les rejets indirects dans une masse d'eau réceptrice	Annexe § 2.9.8 Les NEA-MTD sont reprises dans les secteurs spécifiques	Non applicable (pas de rejets d'eaux industrielles ; les NEA-MTD concernant les rejets d'eau ne sont pas applicables au secteur d'activité de

			l'exploitant)
22	Gestion des déchets – Techniques pour réduire la quantité de déchets à éliminer	Annexe § 2.9.9	oui
23	Odeurs – Plan de gestion des odeurs	Annexe § 2.9.10	oui

Plus particulièrement, les MTD suivantes concernant le traitement et la surveillance des rejets atmosphériques présentent les enjeux les plus importants pour le site :

MTD (numéro et intitulé, NEA-MTD le cas échéant)	Article de l'AM du 3 février 2022	Positionnement de l'exploitant	Avis de l'inspection
<p>MTD 10 :</p> <p>La MTD consiste à surveiller les émissions totales et les émissions diffuses de COV en établissant, au moins une fois par an, un bilan massique des solvants entrés dans l'unité et sortis de celle-ci, comme défini à l'annexe VII, partie 7, point 2) de la directive 2010/75/UE, ainsi qu'à réduire le plus possible l'incertitude des données relatives au bilan massique des solvants</p>	Annexe § 2.9.1	Conforme	L'exploitant réalise un bilan annuel sous forme d'un plan de gestion des solvants (PGS). Il distingue dans le PGS les différents postes (entrées, émissions canalisées, émissions diffuses, COV traitées, COV dans les déchets).
<p>MTD 11 :</p> <p>La MTD consiste à surveiller les émissions dans les gaz résiduels au moins à la fréquence indiquée ci-après : une fois par an</p>	Annexe § 2.9.2	Conforme	La fréquence de contrôle est annuelle car les émissions de COV sont < 10 kgC/h. L'exploitant fait surveiller par un organisme externe les COV, les NOx, et le CO en sortie de l'oxydateur de COV.
<p>MTD 14 :</p> <p>Afin de réduire les émissions de COV dans les zones de production et de stockage, la MTD consiste à appliquer la technique a) (optimisation du système) et une combinaison appropriée des autres techniques énumérées</p>	Annexe § 2.9.5.1.1	<p>Conforme</p> <p>Pour les zones de stockage, l'exploitant prévoit une évaluation des émissions et si besoin un traitement des émissions</p>	<p>Pour la zone de production, les extractions d'air sont intégrées aux machines d'impression.</p> <p>Les effluents sont ensuite envoyés vers l'installation de traitement.</p> <p>Les émissions de la machine à laver et de l'unité de distillation sont également captées et vont être reliées à l'installation de traitement.</p> <p>La zone de stockage ne comporte pas de ventilation</p>

			canalisée. Il existe une extraction au niveau de la préparation des encres ; l'exploitant va examiner la possibilité de traiter ces émissions mais les enjeux sont faibles (rejets < 1 tonne /an).
<p>MTD 15 :</p> <p>Afin de réduire les émissions de COV dans les gaz résiduels et d'utiliser plus efficacement les ressources, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées</p>	Annexe § 2.9.5.1.2	Conforme	<p>Le site utilise un oxydateur thermique régénératif pour le traitement de ses effluents gazeux chargés en COV.</p> <p>Un nouvel oxydateur a été installé en 2022.</p>

Le dossier fourni positionne clairement les installations par rapport aux MTD, et argumente de manière suffisamment précise le fait que l'établissement n'est pas concerné par certaines de ces MTDs.

MTD spécifiques

L'examen du positionnement de l'exploitant par rapport aux MTD spécifiques de son secteur d'activité appelle les commentaires suivants de la part de l'inspection. La situation de l'établissement vis-à-vis de l'ensemble des MTD spécifiques potentiellement applicables, est détaillée dans le tableau ci-après.

MTD (numéro et intitulé, NEA-MTD le cas échéant)	Article de l'AM du 3 février 2022	Positionnement de l'exploitant	Avis de l'inspection
<p>§ 1.12</p> <p>NEA-MTD pour les émissions diffuses de COV résultant de la flexographie et de l'impression en héliogravure non destinée à l'édition.</p> <p>Émissions diffuses maximales de 12 % des solvants utilisés à l'entrée</p>	Annexe § 3.11.1.2	<p>Historiquement (2017 à 2020), les émissions diffuses sont comprises entre 6,3 % et 17,2 %</p> <p>L'exploitant indique que le site devrait pouvoir respecter la NEA-MTD</p>	<p>Les derniers résultats de l'année 2023 montrent un dépassement de la NEA-MTD avec des émissions diffuses de l'ordre de 22 %.</p> <p>Cette valeur est, paradoxalement, en dégradation depuis l'installation du nouvel oxydateur par rapport aux années précédentes, avec un taux de captation plus faible qu'auparavant.</p> <p>L'exploitant a réalisé une étude aérodynamique visant à identifier les sources d'émissions diffuses et vérifier les systèmes de captation. Cette étude propose des actions</p>

			afin d'atteindre la NEA-MTD.
§ 1.12 NEA-MTD pour les émissions canalisées de COV résultant de la flexographie et de l'impression en héliogravure non destinée à l'édition (concentration moyenne sur la période d'échantillonnage) COVT : 20 mg C/Nm ³	Annexe § 3.11.1.2	Les rejets de la machine à laver et du distillateur sont supérieurs à la NEA-MTD (1453 mg/Nm ³ en 2024). Les rejets de la machine de préparation des encres sont supérieurs à la NEA-MTD (entre 264 et 437 mg/Nm ³ en 2024)	Le réseau d'extraction de la machine à laver et du distillateur possède un rejet extérieur sans traitement alors qu'il pourrait également être envoyé vers l'oxydateur thermique pour traitement. L'exploitant doit faire des travaux pour traiter systématiquement ces rejets. Les flux émis par la machine de préparation des encres sont très faibles (< 1 t/an). L'exploitant doit étudier la possibilité de raccorder ces rejets à l'oxydateur thermique.
§ 1.12 NEA-MTD pour les émissions dans les gaz résiduels en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants organiques (concentration moyenne sur la période d'échantillonnage) COVT : 20 mg C/Nm ³ Nox : 100 mg/Nm ³ CO : 100 mg/Nm ³	Annexe § 3.11.1.3	Conforme grâce au nouvel oxydateur thermique	Les résultats des mesures des émissions atmosphériques en sortie du nouvel oxydateur thermique sont conformes aux valeurs limites d'émission.

L'exploitant a fait le choix de respecter des NEA-MTD séparées en émissions diffuses et émissions canalisées, plutôt que de respecter une NEA-MTD unique sur ses émissions totales.

3.2.2 Observations de l'inspection

L'exploitant conclut dans son dossier transmis en 2022 que les installations seront en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles qui lui sont applicables.

En particulier, l'exploitant a installé un nouvel oxydateur thermique permettant le traitement des rejets canalisés de COV, en respectant les VLE de l'arrêté ministériel du 3 février 2022 pour les rejets canalisés en COVT, Nox et CO.

En revanche, les résultats d'autosurveillance montrent que le respect de la VLE concernant les rejets diffus de COVT n'était pas atteint en 2023. De même, les rejets canalisés de la machine à laver/distillateur et du local de la préparation des encres ne sont pas traités et ne respectent pas les NEA-MTD. Des actions sont en cours de réalisation par l'exploitant.

Le respect des MTD et NEA-MTD n'a pas besoin d'être prescrit par arrêté préfectoral étant donné que ces exigences ont été reprises dans l'arrêté ministériel du 3 février 2022, et sont de fait applicables directement à l'exploitant depuis le 9 décembre 2024.

Toutefois, les arrêtés préfectoraux applicables à l'exploitant prescrivent des valeurs limites d'émissions différentes de celles qui seront applicables. Pour une meilleure lisibilité, il est proposé d'abroger ces valeurs limites d'émissions et de les remplacer dans l'arrêté préfectoral par celles de l'arrêté ministériel du 3 février 2022.

Enfin, une mise à jour de la situation administrative doit également être faite.

3.2.3 Complétude du dossier :

Il ressort que l'exploitant a réalisé son dossier de réexamen dans les formes prévues par le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques. En effet, s'y trouvent les éléments suivants :

- Le périmètre IED et les conclusions MTD à considérer dans le réexamen,
- L'avis de l'exploitant sur la nécessité de revoir les conditions d'autorisation,
- Un examen comparatif à l'ensemble des MTD applicables aux installations de l'établissement,
- Le rapport de base, prévu par le L.515-30 du Code de l'Environnement.

4 Consultations:

L'article L. 515-29-I du Code de l'Environnement prévoit deux cas de figure rendant nécessaire la consultation du public et des communes concernées :

- l'exploitant demande une dérogation (vis-à-vis du respect des NEA-MTD) ;
- le réexamen a été déclenché à l'initiative de l'autorité administrative, en raison d'un impact environnemental avéré et important.

L'établissement n'est **pas concerné par ces situations**. Dès lors, il n'a pas été réalisé de consultation externe. En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, considérant :

- que le dossier de réexamen ne comporte pas de demande de dérogation, prévu par l'article R.515-68-III relatif à la demande de dérogation vis-à-vis d'un niveau d'émission associé à une meilleure technique disponible (NEA-MTD) ;
- que les modifications proposées en matière de prescriptions vont dans le sens d'une actualisation par rapport aux exigences des MTD,

il est proposé au préfet de ne pas solliciter l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques.

5 Actualisation des prescriptions applicables vis-à-vis de la directive IED

L'article R.515-60 du code de l'environnement définit les prescriptions minimales devant figurer dans les arrêtés d'autorisation des établissements soumis à la directive IED. Cet article est postérieur à l'arrêté d'autorisation du 16 novembre 2015 de l'exploitant.

Afin de rendre l'autorisation de l'exploitant compatible avec les exigences de l'article R.515-60, les éléments suivants, actuellement manquants, doivent être prescrits par arrêté préfectoral complémentaire :

- des prescriptions garantissant la protection des sols et des eaux souterraines ;
- la surveillance périodique des sols a minima tous les 10 ans ;
- la surveillance périodique des eaux souterraines a minima tous les 5 ans ;
- des prescriptions concernant l'arrêt définitif de l'installation.

6 Mise à jour du classement ICPE des installations

Au cours de l'instruction du dossier de réexamen de l'exploitant, il est apparu un écart entre le dernier classement ICPE des installations pour certaines rubriques de la nomenclature et l'état réel des activités exercées.

Une demande de positionnement vis-à-vis des rubriques applicables a été demandée par l'exploitant, qui a transmis ses éléments par courriels le 18 avril 2025, et le 8 septembre 2025.

La comparaison entre le classement initial du site, le dernier classement acté en 2018 et le positionnement de l'exploitant est la suivante :

Rubrique ICPE actuelle	Arrêté du 16/11/2005	Arrêté du 08/03/2018	Positionnement de l'exploitant	OBSERVATIONS
3670.2	/ La rubrique n'existait pas. Le dossier d'autorisation mentionne une consommation annuelle maximale de 1 200 t/an	Consommation de solvants estimée à 350 t/an	L'exploitant demande le remplacement de cette rubrique par la 3670.1, avec une consommation horaire de 248 kg/h	La nomenclature donne désormais la priorité, pour la rubrique 3670, à l'alinéa 1 avec une consommation horaire. L'exploitant a présenté un calcul de capacité de consommation de solvants basé sur un fonctionnement majorant de ses installations.
2450.A.a	Quantité de produits utilisée de 4 t/j	Quantité de produits utilisée de 1,3 t/j	Quantité de produits utilisée de 4 t/j	En 2018, l'exploitant avait demandé à maintenir la valeur de 4t/j. La valeur de 1,3 t/j correspondant à une consommation moyenne, le site étant alors dans une période de plus faible activité.

1978.3.a)	La rubrique n'existait pas. Le dossier d'autorisation mentionne une consommation annuelle maximale de 1 200 t/an	La rubrique n'existait pas. La consommation de solvants était estimée à 350 t/an	Consommation de solvants de 700 t/an	L'exploitant indique que la valeur en 2018 ne prenait en compte que les solvants neufs. Sur les dernières années, la consommation totale de solvants est entre 450t/an et 600 t/an
2662.2	Volume de stockage de 30 000 m ³ (le stockage était classé en 1530)	Volume de stockage de 957 m ³	Volume de stockage de 957 m ³	Pas de modification par rapport au dernier classement
2910.A.2	Puissance thermique de 5,148 MW	Puissance thermique de 4,25 MW	Puissance thermique de 3,22 MW	Mise à l'arrêt de certaines chaudières
2915.2	Chaudière utilisant 5 000 litres de fluide caloporteur pour le process	Chaudière utilisant 5 000 litres de fluide caloporteur pour le process	Chaudière utilisant 5 000 litres de fluide caloporteur pour le process	Pas de modification par rapport au dernier classement
4331.3	Stockage de 99 m ³ (le stockage était classé en 1432)	Stockage de 97 t (encres et solvants)	Stockage de 97 t (encres et solvants)	Pas de modification par rapport au dernier classement

Au vu du positionnement de l'exploitant, il est nécessaire de réaliser les modifications suivantes :

- Rubrique 3670.1 : il convient de modifier la rubrique IED puisque la consommation horaire est susceptible de dépasser 150 kg/h. La valeur de 248 kg/h est issue du calcul de l'exploitant de sa capacité maximale de consommation de solvants.
- Rubrique 2450.A.a : la valeur à prendre en compte est la quantité maximale de produits consommés. Une valeur moyenne a été actée en 2018. Il convient donc de corriger cette donnée, en reprenant la quantité maximale qui figurait dans l'arrêté d'autorisation initiale. Les lignes d'impression sont identiques à celles présentes en 2018.
- Rubrique 1978.3.a) : il convient d'ajouter cette rubrique créée en 2019, et de mettre à jour la consommation annuelle de solvants, qui était définie jusque-là au niveau de la rubrique 3670.2. La valeur de 350 t/an, définie en 2018, pour la consommation de solvants est issue d'une erreur d'appréciation de cette donnée. Il convient donc de corriger cette valeur en prenant en compte la demande de l'exploitant, la valeur proposée étant inférieure à la consommation de solvants qui figurait dans le dossier d'autorisation de l'exploitant. Les lignes d'impression sont identiques à celles présentes en 2018.
- Rubrique 2910.A.2 : il convient de mettre à jour la puissance maximale du fait de la suppression de certaines chaudières.

7 Conclusions et propositions de l'Inspection des installations classées

Au regard de l'examen du dossier de réexamen rendu par l'exploitant ainsi que de ses compléments, et étant donné la réglementation nationale déjà applicable, nous proposons à Monsieur le Préfet :

- une mise à jour des prescriptions applicables à l'exploitant concernant la situation administrative, les valeurs limites d'émissions des rejets atmosphériques et la mise en compatibilité de l'autorisation vis-à-vis de l'article de la directive IED au moyen du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport.

En application de l'article R.181-45 du code de l'environnement, et compte tenu de l'impact modéré des prescriptions complémentaires précitées, et conformément à la doctrine en vigueur dans le département de la Haute-Saône relative aux modalités de passage des autorisations environnementales et des arrêtés préfectoraux complémentaires en CODERST/CDNPS, il est proposé au Préfet de la Haute-Saône de :

- ne pas solliciter l'avis de la commission mentionnée à l'article R.181-39 du Code de l'environnement (CODERST) sur ces prescriptions complémentaires (pour mémoire, avis favorable du pétitionnaire consulté sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire) ;
- signer le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ci-joint.

Ce projet doit être transmis à l'exploitant afin qu'il puisse formuler ses observations conformément aux articles L.121-1 et suivants du code des relations entre le public et l'administration.

Ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire établi en ce sens a été transmis à l'exploitant, afin que celui-ci puisse formuler ses observations et pour permettre ainsi à l'inspection des installations classées de disposer de tous les éléments pour établir sa proposition de passage ou non de ce dossier en commission. Par son courriel du 17 octobre 2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'Environnement Signé	L'inspectrice de l'Environnement Signé	La cheffe du Département Risques Chroniques Signé